

L'espoir en image

Andres Garcia

Cette photographie, prise à Bogota le soir du 19 juin 2022 dans le cadre des célébrations de la victoire historique de Gustavo Petro — premier président progressiste élu de l'histoire de la Colombie —, inspire la question suivante : comment comprendre que dans un pays marqué par la criminalisation violente de l'action collective, un ex-guérillero (mains croisées sur un veston noir) ait été élu président, qu'une défenseure des droits humains afro-descendante (portant fièrement les couleurs des communautés afro-colombiennes) ait été élue vice-présidente et que, dans le contexte d'une telle célébration, un manifestant assassiné lors du soulèvement historique de 2021 par la police militarisée dite « anti-troubles sociaux » — ESMAD — soit présenté comme martyr (portrait exhibé par sa mère)? Le présent texte vise à répondre à cette question. Il y est soutenu que cette photographie témoigne de l'émergence d'un discours contre-hégémonique susceptible d'ébranler le discours dominant qui s'impose depuis 20 ans en Colombie et dont la criminalisation de l'action collective est une des principales composantes.

La criminalisation

La criminalisation de l'action collective est ici comprise comme faisant partie de pratiques jugées normales ou justifiées par différents acteurs (principalement les gouvernements). Il s'agit de pratiques « de pénalisation, d'intimidation et de violence contre

les citoyen-ne-s [dont la] lutte pour les droits est considérée comme étant nuisible à la démocratie »¹. La criminalisation se manifeste entre autres par l'intimidation et les menaces à l'endroit de défenseur-e-s des droits humains, par l'application de concepts clés liés à la violence politique (terroristes, criminels) aux revendications de certains secteurs de la société, de même que par la répression violente à l'endroit de groupes contestataires et de défenseur-e-s des droits humains (assassinats, disparitions forcées, arrestations légales et illégales)².

Le discours dominant

Sous la présidence d'Uribe (2002-2010), le discours hégémonique s'est consolidé en Colombie autour de la légitimation de la violence ainsi que de la logique économique de « possession par dépossession ». La légitimation de la violence s'est effectuée par la représentation du conflit armé sous l'angle de la guerre antiterroriste et antidrogue, et non plus comme un conflit interne. Pour sa part, la logique économique de « possession par dépossession »³ s'est exprimée par le biais de l'accaparement, par divers groupes légaux et illégaux, des terres délaissées massivement par les propriétaires déplacés par les opérations militaires de lutte antiterroriste et antidrogue⁴. Cette stratégie a été déployée en Colombie pour favoriser les intérêts des élites nationales et internationales au moyen, entre autres, de concessions de terres pour l'exploitation de ressources naturelles. Le discours hégémonique a également établi un consensus social autoritaire qui ostracise les mouvements de défense des droits humains et

ceux qui s'opposent à ce modèle économique (principalement les mouvements autochtones et afro-descendants) en les signalant comme sympathisants de la guérilla et de terroristes⁵.

Ce consensus social autoritaire s'est perpétué sous la présidence de Santos (2010-2018) et, de manière beaucoup plus marquée, sous Duque (2018-2022), malgré les accords de paix de 2016 entre l'État colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (la plus puissante guérilla sur le territoire colombien). Durant cette époque (2010-2022), la criminalisation de l'action collective a pris la forme principalement de violence politique envers les défenseur-e-s des droits humains et de répression violente des mouvements protestataires. La violence politique s'est traduite par l'assassinat, entre le 26 septembre 2016 (date de la signature du traité de paix) et le 7 mars 2022, de 1 327 défenseur-e-s des droits humains⁶. La plus grande manifestation de répression violente des mouvements protestataires a eu lieu en 2021, durant l'épisode contestataire du *Paro Nacional*, alors que 80 personnes civiles ont été assassinés, principalement par des agents de l'État⁷. Lors de ce soulèvement historique, sans céder aux restrictions de mobilité imposées par le gouvernement dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, des milliers de Colombien-ne-s ont manifesté contre les violations des droits humains de la part de l'État ; le non-respect, par ce dernier, des accords de paix de 2016 ; le climat généralisé d'insécurité dans l'ensemble du pays, et le modèle de développement économique inégalitaire.